

Direction de l'Administration
communale et de l'Environnement

4ème Bureau

ARRETE

relatif à l'extension de l'usine de fabrication
de noir de carbone de la Société "CABOT-FRANCE"

74-1977 A
SCS INDUSTRIE ET MINES MARSEILLE
12 MAI 1978
REG N°

LE PREFET DE LA REGION DE PROVENCE, ALPES, COTE-D'AZUR,
PREFET DES BOUCHES-DU-RHONE,
COMMANDEUR DE LA LEGION D'HONNEUR,

VU la loi n° 76-663 du 19 Juillet 1976, relative aux instal-
lations classées pour la protection de l'environnement,

VU le décret n° 77-1133 du 21 Septembre 1977,

VU les arrêtés préfectoraux n° 44 du 12 Décembre 1956 et
n° 599 du 19 Décembre 1967,

VU la demande présentée par la Société Anonyme "CABOT-FRANCE"
en vue d'être autorisée à porter de 7.800 m³ à 14.000 m³ la capacité
de stockage de noir de carbone en vrac de son usine de BERRE-L'ETANG,

VU les plans annexés à cette requête,

VU les résultats de l'enquête publique à laquelle il a été
procédé dans la commune de BERRE-L'ETANG, du 7 Octobre au 19 Novembre
1977,

VU l'avis du commissaire-enquêteur,

VU l'avis du Conseil Municipal de Berre-l'Etang en date du
7 Novembre 1977,

VU l'avis du Directeur Départemental de l'Action Sanitaire
et Sociale en date du 29 Juillet 1977,

VU l'avis de l'Inspecteur Départemental des Services d'Incendi-
et de Secours en date du 3 Août 1977,

VU l'avis du Directeur Départemental du Travail et de la
Main-d'Oeuvre en date du 17 Août 1977,

VU l'avis du Sous-Préfet, Directeur Départemental de la Sécurité
Civile en date du 23 Août 1977,

VU l'avis du Directeur Départemental de l'Equipement en date
du 21 Septembre 1977,

VU l'avis du Directeur du Port Autonome de Marseille en date
du 30 Septembre 1977,

VU l'avis du Sous-Préfet d'Aix-en-Provence en date du
16 Décembre 1977,

VU l'avis de l'Ingénieur en Chef des Mines, Inspecteur
Départemental des Etablissements Classés en date des 2 Septembre 1977 et
9 Janvier 1978,

VU l'avis du Conseil Départemental d'Hygiène en date du 18 Janvier 1978,

SUR la proposition du Secrétaire Général des Bouches-du-Rhône,

A r r ê t e :

ARTICLE 1er.

La Société CABOT-FRANCE est autorisée à installer dans son usine de BERRE-L'ETANG trois nouveaux silos de stockage de noir de carbone en vrac d'une capacité unitaire de 2.066 m³ qui porteront la capacité totale de stockage en vrac de 7.800 à 14.000 m³.

ARTICLE 2.

La présente autorisation est assujettie aux prescriptions ci-après :

1°) les nouvelles installations seront situées et aménagées conformément aux plans et notices joints à la demande notamment ceux numérotés :

- n° 01-10-27 A
- n° 06-30-168

Aucune modification ne devra y être réalisée sans avoir été préalablement autorisée par le Préfet.

2°) Elles seront assujetties aux prescriptions des arrêtés préfectoraux n° 44 du 12 Décembre 1956 et n° 599 du 19 Décembre 1967.

Elles devront en outre satisfaire au règlement et aux consignes générales de sécurité en vigueur à l'intérieur de l'usine de Berre.

3°) Les événements de mise dans l'atmosphère des nouveaux silos et des silos existants seront raccordés à des dépoussiéreurs à manches filtrantes dont l'efficacité sera supérieure à 5 mg/Nm³ (mg de noir de carbone par mètre cube ramené aux conditions normales de température et de pression).

Le contrôle de l'efficacité des dépoussiéreurs sera effectué au moins une fois par an par un organisme agréé.

Les résultats de ces contrôles seront transmis à l'Inspecteur des Installations Classées.

4°) Les moyens complémentaires de lutte contre l'incendie seront déterminés en accord avec l'Inspecteur Départemental Adjoint des Services d'Incendie, 9, Boulevard de Strasbourg, 13303 MARSEILLE CEDEX avant la mise en service des nouveaux silos.

ARTICLE 3.

L'exploitant devra, en outre, se conformer aux dispositions :

a) du Livre II du Code du Travail sur l'hygiène et la sécurité des travailleurs,

b) du décret du 10 Juillet 1913 sur les mesures générales de protection et de salubrité applicables dans tous les établissements industriels ou commerciaux,

c) du décret du 14 Novembre 1962 sur la protection des travailleurs dans les établissements qui mettent en oeuvre des courants électriques.

ARTICLE 4.

L'établissement sera soumis à la surveillance de la Police, de l'Inspection des Service d'Incendie et de Secours, de l'Inspection des Etablissements Classés et de l'Inspection du Travail. Il sera tenu à l'exécution de toutes mesures que l'Administration jugerait nécessaire d'ordonner dans l'intérêt de la sécurité et de la salubrité publiques.

ARTICLE 5.

En cas d'infraction à l'une des dispositions qui précèdent, la présente autorisation pourra être suspendue sans préjudice des condamnations qui pourraient être prononcées par les tribunaux compétents.

Sauf le cas de force majeure, cette autorisation perdra sa validité si l'établissement n'est pas ouvert dans un délai de trois ans à dater de la notification du présent arrêté ou s'il n'est pas exploité pendant deux années consécutives.

ARTICLE 6.

La présente autorisation ne dispense pas l'exploitant de l'obligation de demander toutes autorisations administratives prévues par des textes autres que la loi du 19 Juillet 1976.

Une copie du présent arrêté devra être tenue au siège de l'exploitation à la disposition des autorités chargées d'en contrôler l'exécution. Un extrait de cet arrêté restera affiché en permanence de façon visible dans l'établissement.

ARTICLE 7.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

ARTICLE 8.

Le Secrétaire Général des Bouches-du-Rhône, le Sous-Préfet d'Aix-en-Provence, le Sous-Préfet, Directeur Départemental de la Sécurité Civile, le Maire de BERRE-L'ETANG, l'Ingénieur en Chef des Mines, Inspecteur Départemental des Etablissements Classés, le Directeur Départemental du Travail et de la Main-d'Oeuvre, l'Inspecteur Départemental des Services d'Incendie et de Secours, et toutes autorités de Police et de Gendarmerie sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont un extrait sera publié et affiché conformément aux dispositions de l'article 21 du décret n° 77-1133 du 21 Septembre 1977.

Pour copie conforme

MARSEILLE, le 29 Mars 1978

LE CHEF DE BUREAU

POUR LE PREFET

Le Secrétaire Général

Guy MAILLARD

